

## L'expérience de l'aide alimentaire : quelle(s) alternative(s) ?

Après des études en politique comparée à la London School of Economics et en économie à l'Université Catholique de Louvain, **AGATHE OSINSKI** a eu diverses expériences professionnelles (journalisme, évaluation de politiques publiques...) avant d'entamer un doctorat en sciences politiques et sociales (UCLouvain). Elle étudie les questions en lien avec la transdisciplinarité, ou comment faire de la recherche dans le contexte de crise écologique et sociale. Elle est alliée d'ATD Quart Monde depuis l'adolescence.

Durant une année, ATD Quart Monde en Belgique a mené une recherche sur l'aide alimentaire avec la Fédération des Services Sociaux (FdSS) et l'Université catholique de Louvain (UCL). Ce projet, réalisé en Croisement des savoirs, aura mis en évidence une série de situations violentes et dégradantes qui surviennent dans les services d'aide alimentaire. Cette recherche est le fruit d'une réflexion et analyse commune de militants Quart Monde, travailleurs actifs dans l'aide alimentaire, et chercheurs universitaires. Le rapport issu de cette recherche rend visible la résistance à une pauvreté qui persiste toujours à Bruxelles. Il propose en outre des pistes de réflexions et des idées concrètes pour faire face aux limites d'un système dont l'existence même interpelle et choque.

Nous sommes en 2020 et nous vivons sur un continent qui n'a jamais produit autant de nourriture, dans un pays qui n'a jamais été aussi riche, avec une population qui n'a jamais eu autant de choix et de diversité dans la manière de s'alimenter.

Et pourtant, dans ce même pays, environ 450 000 personnes – soit près d'1 personne sur 20 – se rendent dans des organisations qui distribuent des colis et des repas chauds parce qu'elles n'ont pas les moyens d'aller faire leurs achats dans des magasins et des marchés, sans parler de fréquenter des restaurants ou de s'offrir des produits issus de l'agriculture biologique ou du commerce équitable. Dans une société qui valorise la liberté et l'autonomie, et promeut un choix toujours plus grand quant aux produits alimentaires, ces personnes se voient contraintes de dépendre de la charité pour survivre. Elles se tournent alors vers un des lieux qui forment le vaste circuit de l'aide alimentaire à Bruxelles. Celui-ci est composé d'une quarantaine de restaurants sociaux, une cinquantaine de lieux de distribution de colis et quatorze épiceries sociales, alimenté par des tonnes de surplus issus de l'industrie agroalimentaire, le tout soutenu par des centaines de travailleurs et bénévoles. Dans un contexte d'aggravation des inégalités dans les pays développés, les statistiques indiquent que le nombre de

personnes qui ont recours à ce « circuit parallèle » est à la hausse. Si l'aide alimentaire est censé agir comme un filet de sécurité en cas de pauvreté, force est de constater que la précarité ne semble pas pour autant reculer. Ainsi le constat est clair : l'aide alimentaire ne permet pas aux bénéficiaires de remonter la pente, n'offrant aucun horizon désirable aux personnes qui y ont recours.

## De la soupe populaire de Noisy-le-Grand à l'aide alimentaire bruxelloise

Comment ne pas faire le lien avec les débuts du mouvement ATD Quart Monde et les premières interventions de son fondateur, le père Joseph Wresinski, dans le Camp des sans-logis à Noisy-le-Grand ? En effet, déjà en 1956, celui-ci disait que « *ce n'est pas tellement de nourriture, de vêtements qu'avaient besoin tous ces gens, mais de dignité, de ne plus dépendre du bon vouloir des autres* », avant de chasser les bénévoles distribuant la soupe populaire dans le camp. Plus récemment, Olivier De Schutter, ancien rapporteur spécial des Nations Unies pour le droit à l'alimentation, déclarait encore que l'aide alimentaire servait de sparadraps sur la plaie ouverte d'une inégalité structurelle.

## Croiser les regards

Les questions au cœur des recherches scientifiques proviennent parfois d'une simple curiosité, parfois de la reconnaissance d'une lacune dans la littérature, souvent du besoin d'expliquer un phénomène social ou naturel, ou de résoudre une énigme. Dans le cas du projet *Aide Alimentaire : Quelle(s) Alternative(s) ?*, la thématique a émergé comme le résultat d'un triple malaise face à trois paradoxes, eux-mêmes révélateurs d'injustices pressenties.

Le premier malaise découle de l'observation qu'un nombre croissant de familles issues du Quart Monde et de couches de populations toujours plus larges ont recours au « colis », alors que cette démarche est bien souvent source de honte et d'humiliation. Comme l'a exprimé un.e militant.e au début de la recherche : « *C'est dur de faire un premier pas jusqu'à la banque alimentaire. On a quand même une fierté. Un jour il y a une personne qui a dit 'Ta fierté, faut la retirer derrière ton dos et avancer pour aller chercher le colis.' (...) On n'a pas le choix.* » Il y a donc une ambiguïté lorsqu'il est question de se positionner par rapport à l'aide alimentaire : d'un côté, l'existence de ce système est profondément inacceptable ; de l'autre, il reste indispensable pour de nombreuses familles.

Le second malaise provient d'une tendance (tant pratique que politique) à faire de l'aide alimentaire une solution privilégiée pour répondre au gaspillage alimentaire. En effet, ces dernières années ont vu une préoccupation grandissante pour la récupération et la réutilisation d'aliments invendus. Des initiatives zéro-déchets, des frigos solidaires, ou encore des applications *smartphone* permettent aux individus de réduire le gaspillage généré au sein de leurs ménages ou de se nourrir de surplus revendus par les

commerces à un prix réduit. D'autres pratiques collectives comme des tables d'hôtes ou les événements *disco soupes* rassemblent des personnes pour cuisiner et consommer de manière conviviale des plats préparés à base de surplus alimentaires, tout en les sensibilisant au gaspillage. Parmi ces initiatives, il y en a qui semblent intéressantes par certains aspects. Cependant, il s'agit de rester prudent quant aux effets pervers potentiels sur d'autres acteurs, y compris sur les personnes vivant la pauvreté et les organisations qui fournissent l'aide alimentaire. En effet, si un nouveau marché compétitif se développe pour les surplus alimentaires – qui jusqu'ici étaient perçus comme des « externalités négatives » du système et donc sans valeur monétaire – que restera-t-il pour les associations qui manquent de moyens et dépendent de ces invendus depuis toujours ? Plus fondamentalement, comment repenser le système alimentaire pour diminuer le gaspillage et éliminer la faim durablement ?

Enfin, le troisième malaise provient de l'absence de la voix des plus pauvres dans les discussions qui les concernent. Il existe, par exemple, une plateforme qui rassemble les organisations de l'aide alimentaire à Bruxelles, coordonnée par la FdSS. À l'inverse, aucun lieu n'existe où les personnes qui fréquentent ces organisations pourraient se rassembler pour donner leur avis, partager leurs expériences et prendre part au débat.

Une recherche en Croisement des savoirs<sup>1</sup> semblait donc nécessaire pour répondre à ces malaises en donnant la voix aux plus pauvres, permettant ainsi à ATD Quart Monde Belgique de mieux se positionner sur l'enjeu de l'aide alimentaire et à la FdSS de poursuivre ses travaux en donnant une place aux personnes les plus concernées par l'aide alimentaire.

Cinq ateliers ont été organisés pendant six mois, rassemblant cinq militants et militantes d'ATD Quart Monde, cinq travailleuses et travailleurs actifs dans différentes structures qui distribuent de la nourriture, et cinq chercheurs et chercheuses universitaires. Une attention particulière a été accordée à recruter une diversité de participants en identifiant des bénéficiaires, praticiens et chercheurs issus de différents milieux, structures et disciplines pour inclure une pluralité de perspectives et de vécus. Comme le requiert la charte du Croisement des savoirs, aucune relation de dépendance (par exemple celle qui existerait entre un assistant social et son « client ») ne pouvait lier les participants. D'autres conditions et techniques de travail, comme l'alternance entre discussions en groupes de « pairs » et partages structurés en plénière devaient permettre aux groupes un espace pour construire leur pensée et s'exprimer sans crainte de répercussions, toutes deux des conditions essentielles pour permettre aux participants de se confronter librement et produire des résultats robustes et rigoureux.

Les deux premières rencontres ont été consacrées à la définition de la question de recherche : un processus intensif où les participants étaient amenés à se rencontrer, se confronter, et négocier les uns avec les autres pour identifier la (ou les) questions les plus pertinentes en lien avec l'aide alimentaire. En partant d'un grand

1. Le « Croisement des savoirs » est une dynamique permettant de créer les conditions pour que le savoir issu de l'expérience de vie des personnes qui connaissent la pauvreté puisse dialoguer avec les savoirs scientifiques et professionnels. Ces différents savoirs produisent une connaissance et des méthodes d'actions plus complètes et inclusives. Mise en œuvre dans de nombreux pays, elle s'inscrit dans des domaines très divers : santé, travail social, éducation, sciences humaines et sociales, etc. La démarche est fondée sur une méthodologie rigoureuse et expérimentée depuis des années, formalisée dans le livre *Le croisement des savoirs et des pratiques – Quand des personnes en situation de pauvreté, des universitaires et des professionnels pensent et se forment ensemble*, Éd. de l'Atelier/Quart Monde, réédition 2008.

2. Le photo-langage est utilisé pour faciliter l'expression et l'échange en groupe en s'appuyant sur des images. Il permet un travail sur les représentations.

3. Cet outil est utilisé pour analyser des situations vécues par les participant.e.s, qui leur posent question. Chacun produit un écrit personnel, rendu anonyme avant le partage au groupe. L'approche peut se faire selon différents angles: identifier la problématique, les acteurs-clés de la situation, les relations qui existent entre elles/eux ou encore les logiques qui peuvent soutenir leurs actions. Par une analyse croisée des récits, on tente de mieux comprendre une situation en prenant en compte les différents points de vue. L'analyse croisée permet surtout de mieux connaître l'autre, ses logiques d'action, ses stratégies de vie, le contenu des mandats et les pratiques des professionnel.le.s.

4. Cet outil est utilisé pour analyser des situations vécues par les participant.e.s, qui leur posent question. Chacun produit un écrit personnel, rendu anonyme avant le partage au groupe. L'approche peut se faire selon différents angles: identifier la problématique, les acteurs-clés de la situation, les relations qui existent entre elles/eux ou encore les logiques qui peuvent soutenir leurs actions. Par une analyse croisée des récits, on tente de mieux comprendre une situation en prenant en compte les différents points de vue. L'analyse croisée permet surtout de mieux connaître l'autre, ses logiques d'action, ses stratégies de vie, le contenu des mandats et les pratiques des professionnel.le.s.

nombre de questions potentielles qui ont émergé lors du premier atelier, une restructuration des questions par thématique, suivie d'une phase d'analyse et d'observation, chaque groupe de pairs était invité à proposer une question de recherche unique aux autres groupes. Une convergence quasi-parfaite entre les trois questions proposées et un cycle de négociations finales ont permis à toute l'équipe de s'accorder sur la question suivante : « *Comment comprendre les situations violentes et dégradantes [dans l'aide alimentaire] ? Par quelles autres possibilités peut-on améliorer la relation entre les demandeur.euse.s d'aide, les services et la société, pour contribuer à ce que dans l'avenir les personnes les plus en difficulté aient une vraie place reconnue dans la société et une vie meilleure ?* » Durant les trois ateliers suivants, le groupe de co-chercheurs a tenté d'identifier des éléments de réponses à ces questions en combinant diverses techniques et outils tels que le photo-langage<sup>2</sup>, l'analyse de récits<sup>3</sup> et le théâtre-forum<sup>4</sup>.

## Remettre l'humain au centre

Remettre les personnes concernées au centre, leur donner la parole et tenter de créer les conditions pour qu'ils et elles puissent s'exprimer de manière libre et autonome : tel est un des défis que le Croisement des savoirs tente de relever. Dans notre recherche bruxelloise, le groupe est passé par plusieurs phases : il fallait d'abord que les participants et les groupes de pairs (militants, praticiens, et universitaires) fassent connaissance, se familiarisent avec les principes du Croisement des savoirs et les particularités des ateliers dont la configuration alternait entre séances plénières en « tortues » et rencontres en sous-groupes de pairs. Il fallait tenter de se comprendre malgré les différences de vocabulaire et de vécu. Il fallait, enfin, reconnaître et exprimer ces différences, laisser tomber des masques et idées reçues en restant fidèle à son « rôle » pour pouvoir toucher le fond de la question, pointer les injustices et réfléchir ensemble à comment faire autrement.

L'aide alimentaire est vue parfois comme un levier pour faire du travail social, parfois comme une aide d'urgence. Mais dans tous les cas elle soulève un ensemble de problèmes logistiques... Il faut récupérer des dons et invendus, stocker des denrées du Fonds européen d'aide aux plus démunis (FEAD), puis les distribuer aux organisations sur le terrain et aux bénéficiaires. L'accent est souvent mis sur les questions d'approvisionnement, de coordination entre acteurs, du transport, de la chaîne de froid et d'autres critères garantissant la sécurité de la chaîne alimentaire... En bousculant les rapports de pouvoir qui existent entre les acteurs, en essayant de créer un cadre pour libérer la parole, le groupe a pu dépasser les questions de nature technique et remettre l'humain au centre.

## Inégalités et injustices dans les relations et le droit à la parole

Le groupe a rapidement pointé le rapport hiérarchique et inégalitaire qui structure les relations entre praticiens et bénéficiaires des

services de l'aide alimentaire. Par leur situation de « demandeurs d'aide » ces derniers sont en effet soumis aux règles et décisions de ceux qui fournissent cette aide. Comme l'a exprimé un.e militant.e impliqué.e dans la recherche : « *Celui qui donne a toujours la main au-dessus de celui qui reçoit* ». Malgré leurs bonnes intentions et un engagement souvent guidé par de fortes valeurs, les bénévoles et travailleurs sociaux adoptent parfois une attitude paternaliste envers les bénéficiaires, renforcée par un système de récompenses et de sanctions, de surveillance et de suspicions d'abus. Le fait qu'il n'y ait pas ou peu d'espaces où les personnes qui fréquentent les services d'aide alimentaire puissent s'exprimer, revendiquer leurs droits et rectifier des situations injustes ou violentes amplifie ce rapport inégal. Dans cette relation hiérarchique où celui qui reçoit ne se sent pas libre de s'exprimer par peur de perdre ses droits/aides ; le dialogue et la compréhension mutuelle ne peuvent s'installer, laissant la place aux malentendus, préjugés et tensions, sans espaces ni moments pour les résoudre.

### Exclusions et solidarités

Le pouvoir des praticiens se matérialise dans une série de situations, dont la procédure qui mène à la décision d'accepter ou non qu'une personne ait accès à l'aide alimentaire. Ces « enquêtes sociales », menées par des travailleurs sociaux ou des bénévoles, impliquent que les demandeurs d'aide fournissent des informations sur leurs situations familiales, leurs dépenses et revenus, leurs dettes, leurs logements... Une procédure vécue comme une intrusion dans leur vie privée, et qui ne garantit pas pour autant une réponse positive. En effet, les critères d'éligibilité pour bénéficier de l'aide alimentaire manquent de clarté, de transparence et parfois de logique. Si le seuil de pauvreté est le critère le plus courant, la procédure menée dans le cadre de l'enquête sociale et les critères supplémentaires varient fortement d'une organisation à une autre, et sont perçus comme étant arbitraires car excluant les personnes se trouvant juste au-delà des limites définies. Dans certains services, les quantités attribuées aux personnes ne prennent pas en compte le nombre de personnes dans une famille ; dans d'autres, le délai d'attente pour recevoir un premier colis est long.

La précarité des moyens dont disposent les organisations pour répondre à une demande en croissance peut avoir pour effet de générer une forme de rivalité entre les familles : celles qui ont droit à l'aide et celles qui n'y ont pas droit. La complexité des critères et le manque de transparence dans les processus de décisions renforcent cette tendance. Le manque de cadre ou d'intervention de responsables pousse les bénéficiaires à rappeler et à imposer des règles les uns aux autres, dans un sentiment de concurrence et de peur qu'il n'y aura pas assez de nourriture pour tous. Malgré ce constat, la recherche a également mis en évidence des mécanismes de solidarité – jusqu'ici peu connus des intervenants – qui se dessinent entre personnes qui vivent la pauvreté. Cette solidarité prend par exemple la forme d'une communication informelle « de bouche

à oreille » entre bénéficiaires pour se transmettre des informations importantes sur les organisations, les produits et les procédures d'accès, ou d'une entraide dans laquelle les personnes prennent des quantités plus grandes pour pouvoir redistribuer des produits à ceux qui sont dans le besoin mais n'ont pas obtenu l'accès à un service d'aide.

## Où va notre avenir ?

Finalement, à travers tout ce processus, c'est la question de l'avenir des personnes en situation de pauvreté qui a été posée. Quel futur pour les personnes qui, parfois de génération en génération, s'alimentent par ce « circuit parallèle », nourries par les surplus des plus fortunés et la charité de l'Union européenne en forme de boîtes de conserve qui les « tuent à petit feu » ? Quel avenir, également, pour ces organisations de terrain avec leurs travailleurs et bénévoles qui ont l'impression de devoir se battre pour remplir leurs entrepôts dans un monde caractérisé par un manque constant : trop peu de produits frais, pas assez d'espaces de stockage, un manque de fonds et une énergie qui risque de s'essouffler face à une demande de plus en plus importante ? Et enfin, quel avenir pour notre monde et quel projet pour nos sociétés ? Allons-nous continuer à accepter que dans un contexte de (sur)abondance et de prospérité, certains soient laissés de côté et condamnés à manger les miettes des riches ?

La tension entre une analyse et des recommandations centrées sur les violences au sein du système de l'aide alimentaire et une lecture qui questionnerait les injustices fondamentales de notre société a accompagné le groupe tout au long de la recherche. Ce dilemme, qui par moments risquait de paralyser le travail du groupe, a débouché sur une critique forte du modèle de société actuel de la part des trois groupes de pairs. En effet, les inégalités d'accès à l'alimentation, les volumes de nourriture gaspillés, et les violences vécues au sein de services sociaux ont émergé comme la cristallisation et la concentration d'une série de problèmes engendrés par une organisation capitaliste de la société, renforcée par des politiques néo-libérales. Si la capacité d'action des participants à la recherche se situe à un niveau plus micro, concret et atteignable, le groupe a considéré les deux niveaux – micro et macro – comme étant indissociables. Le rapport appelle donc à une re-politisation du débat autour de l'aide alimentaire pour questionner ce modèle, rendre la voix aux personnes concernées et contribuer à dessiner un autre avenir.

Quant aux suites du projet de recherche, celui-ci a été conclu par la co-écriture d'un rapport, présenté le 17 octobre 2019 à Bruxelles à l'occasion de la Journée mondiale du refus de la misère. Quel avenir pour ce travail commun ? L'équipe souhaite poursuivre ses réflexions et contribuer à un débat public sur la question, en diffusant son rapport dans différents réseaux et par plusieurs biais : des présentations, des rencontres, des publications<sup>5</sup>...■

5. Pour aller plus loin : ATD Quart Monde, Fédération des Services Sociaux, Université de Louvain (2019), *L'expérience de l'aide alimentaire : Quelle(s) alternative(s) ? Rapport d'une recherche en Croisement des Savoirs*. Accessible à <https://atd-quartmonde.be/aides-alimentaires-queelles-alternatives-rapport-dune-recherche-en-croisement-des-savoirs/>